

Comment partager la rente pétrolière ? Les enseignements d'une expérience africaine

L'histoire du pétrole depuis sa découverte aux Etats-Unis au XIXe siècle a été marquée par de sordides luttes d'influence et d'intérêts ayant pour finalité les conditions de partage de la richesse considérable générée par l'exploitation de cette ressource naturelle fort utile. Si les grandes compagnies pétrolières ont pu très longtemps dicter leur loi aux Etats producteurs, la création de l'OPEP en 1960, les nationalisations et la création de compagnies nationales qui ont suivi, ont permis de rééquilibrer les termes du partage des profits et de modifier sensiblement les relations contractuelles entre Etats- producteurs et sociétés internationales exploitantes.

En s'appuyant sur son expérience internationale et en illustrant l'exemple du Congo, l'auteur fait découvrir, à travers un exposé pédagogique d'une grande clarté, une matière complexe, en développant à la fois le volet de la théorie économique et son aspect stratégique. C'est ainsi que la rente pétrolière - jugée *difficilement quantifiable* mais susceptible d'être *cernée* - est définie comme étant le surplus de revenus pétroliers dégagé après déduction des coûts d'investissements, des frais d'exploitation et d'un minimum de marge bénéficiaire.

Passant en revue les différents régimes de partage de la rente pétrolière, il se focalise plus particulièrement sur le contrat de partage de la production, en vigueur au Congo et dans un nombre de plus en plus important de pays producteurs. Il présente un modèle mathématique du partage de la rente pétrolière intégrant les modalités de tous les types de contrats (CPP, contrats de service, concession) mais explique en même temps les différents mécanismes de spoliation dans le partage de la rente, qu'elle émane du producteur ou de la compagnie internationale, souvent en s'appuyant aussi sur de belles formules mathématiques. L'un des facteurs déterminants qui favorise de tels mécanismes, souligne-t-il, est l'auto-neutralisation de la compétence nationale et la préférence délibérée accordée aux compétences extérieures qui dégénère progressivement en trafic d'influence et ouvre la voie à la corruption, véritable gangrène dont la pratique est reconnue aujourd'hui comme une réalité notoire.

Il est dommage que l'auteur n'ait pas cru devoir développer la notion de partage de la rente entre les différentes couches de la population au sein même des pays producteurs. Dans son introduction, il évoque pudiquement *le reproche fait aux gouvernants de certains pays producteurs en termes de manque de transparence et d'insuffisance de communication dans la gestion des ressources pétrolières nationales*. Il y aurait pourtant tant à dire sur la gouvernance de ces pays producteurs réputés riches dont la population est pauvre, aussi bien dans le pays de référence de l'ouvrage, le Congo que dans les autres pays producteurs en Afrique du Nord comme en Afrique subsaharienne. L'ouvrage se termine par une proposition intéressante de partage de la rente *CPP simple, flexible et équitable*.

**Comment partager la rente pétrolière ?
Les enseignements d'une expérience africaine**

Jean-Jacques IKAMA

Editions Technip, Paris 2013, 240 p.

ISBN : 978-2-7108-1031-5

Le partage de la rente pétrolière Etat des lieux et bonnes pratiques

Les éditions Technip ont publié, pratiquement au même moment, un autre ouvrage sur le même thème, le partage de la rente pétrolière, signé de Gilles Darmois, professeur à l'IFP Training, dans lequel l'auteur décrit le mode de fonctionnement de l'industrie pétrolière et les deux principales modalités de relations entre un Etat pétrolier et les compagnies internationales, à savoir la concession et le contrat de partage de la production. Le livre comporte de nombreuses recommandations sur les avantages et inconvénients des différentes options contractuelles ainsi que des exercices pratiques illustrant les démarches préconisées. L'auteur s'interroge sur les moyens de lutter contre la corruption un fléau qui affecte profondément les pratiques commerciales dans le secteur pétrolier et gazier. Si l'initiative pour la transparence dans les industries extractives, sous la houlette de la Banque mondiale est mise en exergue dans l'ouvrage, est positive, il n'en demeure pas moins que le mal est profond et que vendeurs et acheteurs doivent se donner la main à tous les niveaux pour lutter contre cette gangrène et contribuer à faire en sorte que la richesse générée par cette industrie très prolifique bénéficie aux populations tout entière, et non à certaines catégories de citoyens bien placés dans le circuit de l'influence, parmi les responsables et dirigeants politiques ou économiques.

**Le partage de la rente pétrolière
Etat des lieux et bonnes pratiques**

Gilles DARMOIS

Editions Technip, Paris 2013, 200 p.

ISBN : 978-2-7108-0985-2